

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

PREMIÈRE SESSION

QUARANTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Feuilleton et préavis

de l'Assemblée

Le jeudi 14 février 2019 — N° 14 *Neuf heures quarante*

Président de l'Assemblée nationale : M. François Paradis

AFFAIRES COURANTES

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

- Le député de Blainville sur le sujet suivant : 65^e anniversaire d'ordination pour le curé Roland Dagenais.
- La députée de Saint-Laurent sur le sujet suivant : Souligner les Journées de la persévérance scolaire 2019 dans la circonscription de Saint-Laurent.
- La députée de Verchères sur le sujet suivant : Félicitations à Mario Charest.
- La députée de Westmount-Saint-Louis sur le sujet suivant : Souligner les Journées de la persévérance scolaire 2019 dans la circonscription de Westmount-Saint-Louis.
- Le député de Beauharnois sur le sujet suivant : Félicitations à M. Daniel Gauthier.
- Le député de Gouin sur le sujet suivant : Les Journées de la persévérance scolaire 2019.
- Le député de Dubuc sur le sujet suivant : *Un luthier en région*.
- Le député de Rimouski sur le sujet suivant : *Hommage aux victimes de l'attentat du 15 janvier 2016 au Burkina Faso*.
- La députée de Les Plaines sur le sujet suivant : Fondation bon matin santé.
- Le député de La Pinière sur le sujet suivant : Souligner le 61^e anniversaire de la ville de Brossard.

DÉCLARATIONS MINISTÉRIELLES

PRÉSENTATION DE PROJETS DE LOI

- **DÉPÔTS** a) documents
 - b) rapports de commissions
 - c) pétitions

RÉPONSES ORALES AUX PÉTITIONS

INTERVENTIONS PORTANT SUR UNE VIOLATION DE DROIT OU DE PRIVILÈGE OU SUR UN FAIT PERSONNEL

QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

VOTES REPORTÉS

Motion présentée par la députée de Saint-Henri-Sainte-Anne en vertu de l'article 97 du Règlement :

QUE l'Assemblée nationale prenne acte des propos du premier ministre du Québec tenus le 29 janvier dernier à l'effet que les 18 000 dossiers d'immigration seraient traités selon les anciennes règles;

QUE l'Assemblée nationale demande au gouvernement caquiste de respecter l'engagement du premier ministre et de revoir la décision du ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion visant à annuler les 18 000 dossiers d'immigration déjà ouverts.

MOTIONS SANS PRÉAVIS

AVIS TOUCHANT LES TRAVAUX DES COMMISSIONS

RENSEIGNEMENTS SUR LES TRAVAUX DE L'ASSEMBLÉE

AFFAIRES DU JOUR

AFFAIRES PRIORITAIRES

DÉBATS D'URGENCE

DÉBATS SUR LES RAPPORTS DE COMMISSIONS

AUTRES AFFAIRES

I. Projets de loi du gouvernement

Adoption du principe

1) Projet de loi n° 1

Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **29 novembre 2018**

2) Projet de loi n° 2

Loi resserrant l'encadrement du cannabis

Présenté par le ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux le **5 décembre 2018**

3) Projet de loi n° 6

Loi transférant au commissaire au lobbyisme la responsabilité du registre des lobbyistes et donnant suite à la recommandation de la Commission Charbonneau concernant le délai de prescription applicable à la prise d'une poursuite pénale

Présenté par la ministre de la Justice le 13 février 2019

4) Projet de loi n° 8

Loi modifiant la Loi sur la sécurité civile concernant l'assistance financière Présenté par la ministre de la Sécurité publique le **6 février 2019**

5) Projet de loi n° 9

Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes

Présenté par le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion le **7 février 2019**

6) Projet de loi n° 10

Loi modifiant la Loi sur l'équité salariale afin principalement d'améliorer l'évaluation du maintien de l'équité salariale

Présenté par le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale le **12 février 2019**

Étude détaillée en commission

7) Projet de loi n° 3

Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire

Présenté par le ministre des Finances le 6 décembre 2018

Rapport de la Commission des finances publiques (consultations) déposé le 7 février 2019

Principe adopté le 13 février 2019, et

Renvoyé à la Commission des finances publiques

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

II. Projets de loi publics au nom des députés

Adoption du principe

8) Projet de loi n° 190

Loi visant à exclure les pensions alimentaires pour enfants du calcul des revenus dans diverses lois à caractère social

Présenté par la députée de Sherbrooke le 7 décembre 2018

9) Projet de loi n° 191

Loi modifiant la Loi sur l'Assemblée nationale afin de prescrire la diffusion de renseignements relatifs à l'utilisation des sommes octroyées aux députés dans l'exercice de leurs fonctions

Présenté par le député de Gouin le 6 décembre 2018

10) Projet de loi n° 193

Loi établissant un bouclier de protection budgétaire des services à l'éducation, à l'enfance et à la protection de la jeunesse Présenté par la députée de Joliette le **7 février 2019**

Étude détaillée en commission

Prise en considération de rapports de commissions

Adoption

III. Projets de loi d'intérêt privé

Consultation et étude détaillée en commission

Adoption du principe

Adoption

- IV. Motions du gouvernement
- V. Crédits budgétaires
- VI. Débats statutaires

AFFAIRES INSCRITES PAR LES DÉPUTÉS DE L'OPPOSITION

Partie 3

PROJETS DE LOI ADOPTÉS

(Projets de loi non sanctionnés)

TRAVAUX DES COMMISSIONS

Le calendrier détaillé des travaux de chaque commission peut être consulté dans le site Internet de l'Assemblée

COMMISSION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

COMMISSION DE L'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Mandat réglementaire

- Audition du Vérificateur général du Québec sur son rapport annuel de gestion 2017-2018 et sur ses engagements financiers.
- Audition sur le chapitre 5 intitulé « Reprise informatique » et le chapitre 7 intitulé « Contrats en technologie de l'information Suivi d'un audit particulier » du rapport de mai 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Terrains contaminés sous la responsabilité de l'État » du rapport de juin 2018 du Vérificateur général du Québec.
- Audition sur le chapitre 3 intitulé « Gestion des pneus hors d'usage » du rapport de novembre 2018 du Vérificateur général du Québec.

<u>COMMISSION DE L'AGRICULTURE, DES PÊCHERIES, DE L'ÉNERGIE ET DES RESSOURCES NATURELLES</u>

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

COMMISSION DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE ET DU TRAVAIL

COMMISSION DES FINANCES PUBLIQUES

Mandat de l'Assemblée

Étude de projets de loi :

- **Projet de loi n° 3**, Loi visant l'instauration d'un taux unique de taxation scolaire (mandat confié le 13 février 2019).

Mandat réglementaire

Interpellation:

– Du député de La Pinière au ministre responsable de l'Administration gouvernementale et président du Conseil du trésor, sur le sujet suivant : La demande irresponsable du président du Conseil du trésor de compressions budgétaires pour financer les promesses électorales du gouvernement caquiste alors qu'il y a d'importants surplus budgétaires (avis donné le 7 février 2019).

COMMISSION DES INSTITUTIONS

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

 Projet de loi n° 1, Loi modifiant les règles encadrant la nomination et la destitution du commissaire à la lutte contre la corruption, du directeur général de la Sûreté du Québec et du directeur des poursuites criminelles et pénales (mandat confié le 5 février 2019).

COMMISSION DES RELATIONS AVEC LES CITOYENS

COMMISSION DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX

Mandat de l'Assemblée

Consultations particulières :

 Projet de loi n° 2, Loi resserrant l'encadrement du cannabis (mandat confié le 7 février 2019).

COMMISSION DES TRANSPORTS ET DE L'ENVIRONNEMENT

QUESTIONS ÉCRITES

Les questions déjà inscrites paraissent au Feuilleton du mercredi

Partie 6

PRÉAVIS

I. PRÉAVIS DÉJÀ PARUS

Projets de loi du gouvernement

a) 13 février 2019

Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et d'autres dispositions à l'égard des services de l'éducation préscolaire destinés aux élèves âgés de 4 ans – *ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur*.

Projets de loi publics au nom des députés

Projets de loi d'intérêt privé

b) 5 février 2019

Loi concernant certains immeubles situés sur une concession minière du cadastre du Canton de Bourlamaque, circonscription foncière d'Abitibi – députée d'Abitibi-Ouest.

II. NOUVEAUX PRÉAVIS

 aa) Motion inscrite par le leader du gouvernement, en vertu de l'article 146 du Règlement :

QUE la Commission des relations avec les citoyens, dans le cadre de l'étude du projet de loi n° 9, Loi visant à accroître la prospérité socio-économique du Québec et à répondre adéquatement aux besoins du marché du travail par une intégration réussie des personnes immigrantes, procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques le jeudi 21 février, le mardi 26 février de 10 heures à 11h30 et de 19h30 à 21 heures, le mercredi 27 février de 15 heures à 18 heures et le jeudi 28 février 2019 de 15 heures à 17h15;

QU'à cette fin, la Commission entende les personnes et organismes suivants :

Québec International

Ville de Québec

Conseil du patronat du Québec

Commission des partenaires du marché du travail

Association québécoise des avocats et avocates en droit de l'immigration

Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Fédération des chambres de commerce du Québec

Montréal International

Regroupement des organismes en francisation du Québec

Table de concertation des organismes au service des personnes réfugiées et immigrantes

Fédération québécoise des municipalités

Union des municipalités du Québec

Ville de Montréal

La Maisonnée

Pierre Fortin, économiste

Accueil Liaison pour Arrivants

Conseil interprofessionnel du Québec

QUE les personnes et organismes soient convoqués et entendus dans l'ordre où ils apparaissent à la présente motion;

QUE le Comité directeur puisse toutefois procéder, s'il y a lieu, à des modifications à l'horaire afin notamment de tenir compte des demandes de changement des personnes et des organismes;

QU'une période de 12 minutes soit prévue pour les remarques préliminaires, répartie de la manière suivante : 6 minutes au groupe parlementaire formant le gouvernement, 4 minutes au groupe parlementaire formant l'opposition officielle, 1 minute au deuxième groupe d'opposition et 1 minute au troisième groupe d'opposition;

QUE la durée maximale de l'exposé de chaque organisme soit de 10 minutes et l'échange avec les membres de la Commission soit d'une durée maximale de 35 minutes partagées ainsi : 17 minutes 30 secondes pour le groupe parlementaire formant le gouvernement, 11 minutes 40 secondes pour l'opposition officielle, 2 minutes 55 secondes pour le deuxième groupe d'opposition et 2 minutes 55 secondes pour le troisième groupe d'opposition;

QUE le ministre de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion soit membre de ladite Commission pour la durée du mandat.

bb) Interpellation de la députée de Westmount–Saint-Louis au ministre de la Famille sur le sujet suivant : Les impacts négatifs de la promesse irréaliste du gouvernement caquiste d'implanter des maternelles 4 ans mur à mur sur le réseau des services de garde sans aucune évaluation ni planification du gouvernement.